



# Le Quotidien

Statistique Canada

**Le mardi 6 février 2007**

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

## Communiqués

---

### **Permis de bâtir, année 2006 et décembre 2006**

2

Les intentions de construction ont atteint un autre sommet en 2006, surtout grâce à la forte croissance de la demande résidentielle et non résidentielle dans l'Ouest canadien. Les municipalités ont délivré des permis de bâtir pour une valeur record de 66,2 milliards de dollars, soit 9,0 % de plus que le précédent sommet atteint en 2005.

Données déclarées par la police sur le crime organisé, les crimes motivés par la haine et la cybercriminalité, 2005

7

---

## **Nouveaux produits**

---

8



## Communiqués

### Permis de bâtir

Année 2006 (données provisoires) et décembre 2006

Les intentions de construction ont atteint un autre sommet en 2006, surtout grâce à la forte croissance de la demande résidentielle et non résidentielle dans l'Ouest canadien. La valeur annuelle des permis a ainsi augmenté pour une 11<sup>e</sup> année d'affilée.

Les municipalités ont délivré des permis de bâtir pour une valeur record de 66,2 milliards de dollars, soit 9,0 % de plus que le précédent sommet de 60,8 milliards de dollars atteint en 2005. Les intentions de construction dans les secteurs résidentiel et non résidentiel ont atteint de nouveaux sommets.

Les intentions ont également atteint de nouveaux sommets dans chaque province, sauf à l'Île-du-Prince-Édouard et en Ontario.

Quoiqu'il en soit, le portrait général aurait été moins reluisant sans l'apport des deux provinces les plus à l'ouest. Si l'Alberta et la Colombie-Britannique avaient été exclues, la valeur globale des permis aurait augmenté de seulement 1,0 % au lieu de 9,0 %. Ce sont ces deux provinces qui ont montré les plus fortes hausses dans les composantes résidentielle et non résidentielle.

Dans le secteur de l'habitation, la valeur des permis a dépassé la marque des 40 milliards de dollars pour la première fois, ayant crû de 5,9 % pour atteindre 41,0 milliards de dollars. Les municipalités ont en fait approuvé un moins grand nombre de nouveaux logements pour une deuxième année de suite, mais la valeur a atteint un sommet en raison de la hausse des prix.

En novembre, l'Indice des prix des logements neufs a montré une augmentation sur 12 mois de 11,4 % des prix de vente des entrepreneurs pour les immeubles résidentiels neufs. Parmi les régions métropolitaines, Calgary (+49,8 %) et Edmonton (+42,8 %) ont affiché de très fortes progressions d'une année à l'autre.

En 2006, les autorités municipales ont approuvé la construction de 232 605 nouveaux logements, en baisse de 2,7 % par rapport à 2005. Le niveau en 2006 est inférieur de seulement 3,7 % aux 241 470 logements approuvés en 2004, soit le plus important total depuis 1987.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis a atteint 25,2 milliards de dollars en 2006, soit 14,5 % de plus que le précédent sommet de 22,0 milliards de dollars atteint en 2005. Les trois composantes non résidentielles (industrielle, institutionnelle et commerciale) ont inscrit des hausses.

#### Note aux lecteurs

Les données mensuelles du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Les totaux annuels correspondent à la somme des données mensuelles non désaisonnalisées et sont provisoires.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 350 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant l'autre 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau est divisée en deux régions, soit Ottawa-Gatineau (partie Québec) et Ottawa-Gatineau (partie Ontario).

À l'échelon régional, la valeur des permis a augmenté dans 20 des 28 régions métropolitaines de recensement en 2006. Les hausses annuelles inscrites à Calgary, à Vancouver et à Edmonton ont nettement surpassé les accroissements enregistrés dans les autres régions, la valeur des permis de construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels ayant monté en flèche dans ces centres.

Toutes les régions métropolitaines du Canada atlantique et de l'Ouest canadien, ainsi que Sherbrooke, Kingston et London, ont inscrit de nouveaux sommets en 2006.

À l'exception de Québec, toutes les régions métropolitaines ayant connu une baisse étaient situées en Ontario. Toronto et Ottawa ont accusé les plus importants reculs.

#### Habitation : affaiblissement de la demande de logements unifamiliaux

La demande de logements unifamiliaux s'est affaiblie en 2006, le nombre de logements dont on a approuvé la construction étant tombé à son plus faible niveau en cinq ans. Les municipalités ont approuvé la construction de 119 140 logements unifamiliaux, soit 2,2 % de moins qu'en 2005.

Néanmoins, la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a bondi de 6,3 % et a atteint 26,7 milliards de dollars dans le sillage de la hausse des prix, surtout en Alberta.

La demande de logements multifamiliaux a aussi ralenti. Les municipalités ont approuvé la construction de 113 465 logements multifamiliaux, en baisse de 3,2 %, sauf que ce total est tout de même le deuxième en importance depuis 1988. La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a atteint 14,3 milliards de dollars en 2006, en hausse de 5,1 % par rapport à 2005.

Les facteurs ayant contribué à l'essor du marché de l'habitation sont l'économie dynamique de l'Ouest canadien, le haut niveau d'emploi, l'augmentation du revenu disponible, les faibles taux d'inoccupation des appartements dans plusieurs centres et les taux hypothécaires avantageux.

### Secteur non résidentiel : nouveaux sommets pour la valeur des permis de construction institutionnelle et commerciale

Chacune des trois composantes a contribué à une année record pour ce qui est des intentions de construction non résidentielle.

La valeur des permis de construction commerciale a atteint un sommet de 14,4 milliards de dollars, en hausse de 20,4 % par rapport à 2005. Il s'agissait d'un troisième sommet annuel consécutif, grâce aux valeurs inégalées enregistrées dans les immeubles à bureaux et les bâtiments commerciaux et de services.

La valeur de la composante institutionnelle a progressé de 3,6 % pour atteindre 6,3 milliards de dollars, soit un autre sommet. Cette croissance s'explique principalement par les fortes intentions de construction dans les catégories des établissements d'enseignement et de bâtiments à vocation médicale.

La valeur des intentions de construction industrielle a augmenté de 13,3 % et a atteint 4,5 milliards de dollars en 2006, soit un total surpassé uniquement par le sommet atteint en 1989. Les projets de construction d'usines et ceux des catégories des services publics et des transports ont été le principal facteur à l'origine de cette hausse.

En 2006, il y a eu des augmentations dans huit provinces, les plus marquées (en dollars) ayant été inscrites en Alberta (+38,5 %, une valeur totale de 5,7 milliards de dollars) et en Colombie-Britannique (+21,9 %, une valeur totale de 3,9 milliards de dollars). Les deux provinces ont enregistré un sommet dans chacune des trois composantes.

Plusieurs facteurs économiques ont favorisé les intentions de construction non résidentielle en 2006, notamment la croissance des dépenses de consommation, la régression des taux d'inoccupation

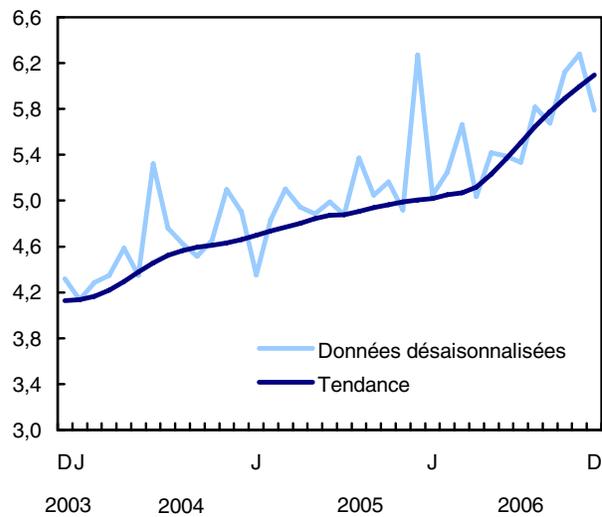
d'immeubles à bureaux dans plusieurs centres et le haut niveau des bénéfices d'exploitation des sociétés.

### Décembre 2006 : régression de la valeur des permis de construction résidentielle et non résidentielle

D'un mois à l'autre, la valeur totale des permis de construction s'est élevée à 5,8 milliards de dollars en décembre, en baisse de 7,8 % par rapport à la valeur record de 6,3 milliards de dollars de permis délivrés en novembre.

### La valeur totale des permis baisse en décembre

En milliards de dollars



En dépit de cette baisse, ce niveau était supérieur de 3,9 % à la moyenne mensuelle de 2006. La valeur des permis de construction résidentielle et non résidentielle a diminué en décembre.

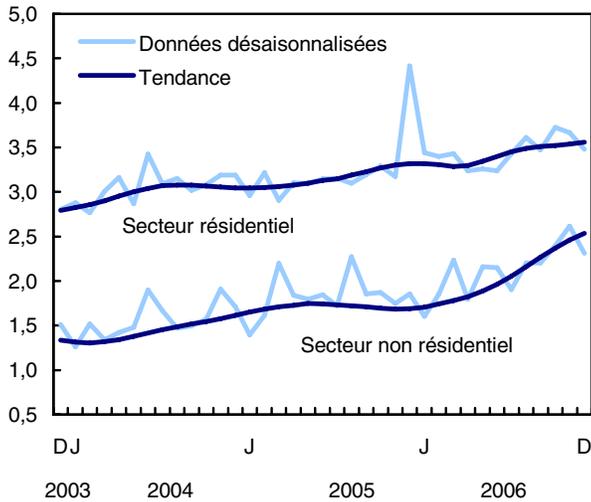
La valeur des permis de construction résidentielle a chuté de 5,1 % et s'est fixée à 3,5 milliards de dollars, ce qui représente une troisième baisse au cours des quatre derniers mois. Celle-ci est attribuable uniquement à la composante multifamiliale, où les intentions ont chuté de 20,9 % et se sont établies à 1,2 milliard de dollars. La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a augmenté de 5,5 % et a atteint 2,3 milliards de dollars, ce qui a mis fin à une série de trois reculs mensuels.

Dans le secteur non résidentiel, les intentions de construction ont reculé de 11,7 % et se sont fixées à 2,3 milliards de dollars. Cette baisse est survenue à

la suite de quatre hausses mensuelles consécutives. Les intentions ont diminué dans les trois composantes non résidentielles.

### Les secteurs résidentiel et non résidentiel diminuent

En milliards de dollars



Dans le secteur commercial, les intentions ont fléchi de 1,6 % et se sont fixées à 1,4 milliard de dollars en décembre, soit une deuxième baisse mensuelle consécutive. La régression de la demande de permis dans la majorité des catégories commerciales est à l'origine de cette baisse. Malgré tout, ce niveau est supérieur de 19,4 % à la moyenne mensuelle de 2006.

La valeur des permis de construction industrielle a chuté de 8,0 % pour se fixer à 457 millions de dollars, à la suite d'une hausse de 34,6 % enregistrée en novembre. La principale cause est la baisse des intentions dans les projets de construction d'usines.

Les intentions de construction institutionnelle ont diminué de 37,3 % et se sont fixées à 410 millions de dollars, après avoir connu une forte hausse en

novembre. L'affaiblissement des valeurs du côté des permis de construction de bâtiments à vocation médicale et d'établissements d'enseignement dans toutes les provinces est à l'origine de cette baisse.

À l'échelon provincial, la valeur des permis de bâtir a chuté dans six provinces. La plus forte régression (en dollars) en décembre est survenue en Colombie-Britannique, après un mois record en novembre. Les intentions de construction en Colombie-Britannique ont atteint leur plus faible niveau en huit mois en raison de replis généraux dans chaque composante, tant dans le secteur résidentiel que dans le secteur non résidentiel.

En Alberta, un bond des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale et industrielle a fait monter la valeur des permis de bâtir à un niveau record de 1,4 milliard de dollars.

Au Québec, les très fortes intentions de construction dans le secteur commercial ont porté la valeur totale des permis à 1,1 milliard de dollars, soit la deuxième valeur totale en importance. Celle-ci n'est surpassée que par le niveau de 1,2 milliard de dollars atteint en octobre 2006.

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.**

Le numéro de décembre 2006 de la publication *Permis de bâtir* (64-001-XIF, gratuite) paraîtra bientôt.

Le communiqué sur les permis de bâtir de janvier sera diffusé le 6 mars.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Jasmine Gaudreault au 613-951-6321 ou composez sans frais le 1-800-579-8533 ([bdp\\_information@statcan.ca](mailto:bdp_information@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au 613-951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement<sup>1</sup>

	Novembre 2006 <sup>r</sup>	Décembre 2006 <sup>p</sup>	Novembre à décembre 2006	Janvier à décembre 2005	Janvier à décembre 2006	Janvier-décembre 2005 à janvier-décembre 2006
	Données désaisonnalisées			Données non désaisonnalisées		
	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %
St. John's	87,0	29,3	-66,3	343,2	381,2	11,1
Halifax	60,8	96,8	59,2	584,5	701,4	20,0
Saint John	21,0	10,3	-51,0	145,8	178,8	22,6
Saguenay	26,7	2,8	-89,3	161,4	201,3	24,7
Québec	69,7	153,8	120,7	1 204,9	1 200,5	-0,4
Sherbrooke	22,4	12,0	-46,5	229,0	300,0	31,0
Trois-Rivières	15,9	51,9	225,8	195,2	274,6	40,6
Montréal	454,7	518,7	14,1	5 833,7	5 985,7	2,6
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	180,9	125,9	-30,4	2 243,8	2 155,0	-4,0
Ottawa-Gatineau (partie Québec)	45,4	34,0	-25,2	413,2	513,1	24,2
Ottawa-Gatineau (partie Ontario)	135,5	91,9	-32,2	1 830,6	1 641,9	-10,3
Kingston	42,3	55,3	30,8	191,4	295,0	54,1
Oshawa	76,9	27,8	-63,8	914,5	839,1	-8,3
Toronto	923,8	1 023,4	10,8	11 377,2	10 960,1	-3,7
Hamilton	123,1	64,2	-47,9	1 105,9	975,8	-11,8
St. Catharines-Niagara	43,5	28,5	-34,6	501,7	515,1	2,7
Kitchener	71,9	56,0	-22,1	924,7	885,9	-4,2
London	80,2	119,5	49,0	816,8	955,3	17,0
Windsor	22,4	12,3	-45,1	519,8	476,1	-8,4
Greater Sudbury / Grand Sudbury	19,4	14,1	-27,2	174,0	232,5	33,6
Thunder Bay	5,6	14,8	163,8	120,9	99,9	-17,4
Winnipeg	101,6	78,4	-22,9	688,6	903,7	31,2
Regina	28,2	25,1	-11,0	279,3	366,5	31,2
Saskatoon	21,6	29,8	37,7	365,0	420,8	15,3
Calgary	490,7	517,3	5,4	3 921,3	5 480,5	39,8
Edmonton	388,4	314,2	-19,1	2 912,3	3 578,7	22,9
Abbotsford	41,4	12,1	-70,7	305,5	354,0	15,9
Vancouver	982,4	441,1	-55,1	5 651,0	6 609,1	17,0
Victoria	45,7	43,4	-5,0	720,2	780,0	8,3

<sup>r</sup> révisé

<sup>p</sup> provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

**Note:** Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire

	Novembre	Décembre	Novembre	Janvier	Janvier	Janvier-décembre
	2006 <sup>r</sup>	2006 <sup>p</sup>	à	à	à	2005
			décembre	décembre	décembre	à
	Données désaisonnalisées			Données non désaisonnalisées		
	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %
<b>Canada</b>	<b>6 280,6</b>	<b>5 787,8</b>	<b>-7,8</b>	<b>60 755,7</b>	<b>66 221,0</b>	<b>9,0</b>
<b>Résidentiel</b>	<b>3 665,8</b>	<b>3 479,3</b>	<b>-5,1</b>	<b>38 743,7</b>	<b>41 014,2</b>	<b>5,9</b>
<b>Non résidentiel</b>	<b>2 614,8</b>	<b>2 308,5</b>	<b>-11,7</b>	<b>22 012,0</b>	<b>25 206,8</b>	<b>14,5</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	101,7	40,1	-60,6	494,1	538,6	9,0
Résidentiel	27,3	31,6	16,0	330,5	326,6	-1,2
Non résidentiel	74,4	8,4	-88,7	163,7	212,0	29,5
Île-du-Prince-Édouard	14,0	13,0	-7,3	244,0	206,8	-15,2
Résidentiel	10,9	9,8	-10,8	131,6	126,3	-4,1
Non résidentiel	3,1	3,2	5,1	112,4	80,6	-28,3
Nouvelle-Écosse	108,9	137,5	26,3	1 188,3	1 292,0	8,7
Résidentiel	82,3	84,1	2,2	783,0	863,3	10,3
Non résidentiel	26,5	53,4	101,3	405,3	428,7	5,8
Nouveau-Brunswick	118,6	66,5	-43,9	829,0	933,4	12,6
Résidentiel	42,4	36,7	-13,3	479,6	493,5	2,9
Non résidentiel	76,2	29,7	-61,0	349,4	439,9	25,9
Québec	958,6	1 095,0	14,2	11 323,8	11 902,7	5,1
Résidentiel	647,4	650,6	0,5	7 888,6	7 779,6	-1,4
Non résidentiel	311,3	444,5	42,8	3 435,2	4 123,2	20,0
Ontario	2 025,2	2 028,9	0,2	24 103,4	23 220,1	-3,7
Résidentiel	1 134,6	1 230,0	8,4	14 926,4	14 246,2	-4,6
Non résidentiel	890,6	798,9	-10,3	9 177,0	8 973,9	-2,2
Manitoba	138,7	117,1	-15,6	1 128,5	1 375,7	21,9
Résidentiel	77,7	72,5	-6,7	695,0	826,2	18,9
Non résidentiel	61,1	44,6	-26,9	433,5	549,6	26,8
Saskatchewan	96,5	75,3	-22,0	907,3	1 134,2	25,0
Résidentiel	46,4	46,9	1,1	397,2	489,0	23,1
Non résidentiel	50,1	28,3	-43,4	510,0	645,2	26,5
Alberta	1 287,4	1 357,7	5,5	10 187,0	13 884,6	36,3
Résidentiel	686,1	690,3	0,6	6 048,4	8 151,0	34,8
Non résidentiel	601,3	667,4	11,0	4 138,7	5 733,6	38,5
Colombie-Britannique	1 417,0	847,8	-40,2	10 191,1	11 541,1	13,2
Résidentiel	898,7	620,7	-30,9	6 979,0	7 624,1	9,2
Non résidentiel	518,3	227,1	-56,2	3 212,1	3 917,0	21,9
Yukon	2,1	4,0	86,5	77,3	96,1	24,3
Résidentiel	1,8	2,4	32,1	46,0	37,6	-18,4
Non résidentiel	0,3	1,6	376,3	31,2	58,5	87,2
Territoires du Nord-Ouest	2,4	0,5	-81,0	68,7	38,1	-44,6
Résidentiel	1,0	0,2	-76,7	27,6	17,8	-35,5
Non résidentiel	1,4	0,2	-84,3	41,1	20,3	-50,7
Nunavut	9,5	4,6	-51,5	13,2	57,5	336,3
Résidentiel	9,2	3,5	-61,9	10,9	33,1	203,2
Non résidentiel	0,3	1,1	267,7	2,3	24,4	981,7

<sup>r</sup> révisé

<sup>p</sup> provisoire

**Note:** Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.



**Données déclarées par la police sur le crime organisé, les crimes motivés par la haine et la cybercriminalité**  
2005

En janvier 2005, Statistique Canada a demandé aux services de police de déclarer tous les crimes motivés par la haine, les cas de cybercriminalité et les incidents liés au crime organisé et aux gangs de rue. Seuls les services de police d'Ottawa et de London ont été en mesure de fournir une année entière de données pour 2005, lesquelles sont maintenant offertes.

Statistique Canada a élaboré ces nouveaux éléments d'information grâce à l'aide financière du Programme de multiculturalisme de Patrimoine

canadien, et de Sécurité publique et Protection civile Canada. La portée de l'enquête sera élargie chaque année, et on prévoit que la plupart des services de police fourniront ces renseignements d'ici 2008.

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3302.**

Les données sont offertes sur demande seulement. Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec la Sous-section de l'information et des services à la clientèle au 613-951-9023 ou composez sans frais le 1-800-387-2231, Centre canadien de la statistique juridique. ■

---

## Nouveaux produits

---

**Trafic des transporteurs aériens aux aéroports canadiens, 2005**  
**Numéro au catalogue : 51-203-XIF**  
(gratuit).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

### Pour commander les produits

**Pour commander par téléphone, ayez en main :**

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1-877-287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6<sup>e</sup> étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet, écrivez à :** [infostats@statcan.ca](mailto:infostats@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

Catalogue 11-001-XIF (septembre 11-010-150-0000000)



Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997  
Heure de diffusion 8 h à 10 h 30

**PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS**

- **Transport urbain, 1996** 2  
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5  
À l'instar de la croissance de l'économie et de des emplois, le niveau de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 fut considérablement plus élevé qu'en 1995.

**AUTRES COMMUNIQUÉS**

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Épargne sur les auto-épargne à court terme 10
- Ajuste de l'année précédente, septembre 1997 11
- Production d'acier, avril 1997 11

**Nouvelles parutions** 10



## Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [lstproc@statcan.ca](mailto:lstproc@statcan.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.